

*Questions orales*

• (1440)

**L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale):** Madame le Président, j'examinerai la situation et si les engagements ne sont pas respectés je demanderai à ce qu'on applique avec toute la rigueur voulue les dispositions de la loi.

LA NÉCESSITÉ D'EMBAUCHER DE PRÉFÉRENCE LES  
TRAVAILLEURS LICENCIÉS

**M. Sid Parker (Kootenay Est-Revelstoke):** Madame le Président, j'ai l'impression que l'Agence d'examen de l'investissement étranger est, dans tout le Canada, un tigre de papier quand il s'agit de protéger les travailleurs canadiens. La première chose que Shell a faite en rachetant Crows Nest Industries a été de scinder la société en deux, et de faire une société d'exploitation forestière et une société d'exploitation des ressources. Shell a même refusé de reprendre les travailleurs de la société forestière qui licencie, dans la société d'exploitation de ressources qui, elle embauche. Le gouvernement entend-il au moins prendre des mesures pour qu'on embauche de préférence à d'autres, les travailleurs de la société forestière dans le cadre du programme de recrutement de la société de ressources?

**L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale):** Madame le Président, nous voulons tout d'abord nous assurer que les engagements étaient bien tels que mon collègue vient de les exposer. Si c'est le cas, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour que la loi soit respectée.

\* \* \*

[Français]

## LES AÉROPORTS

MIRABEL—ON DEMANDE SI DES TERRES SERONT REVENDUES  
AUX EXPROPRIÉS

**M. Robert Gourd (Argenteuil-Papineau):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Travaux publics, responsable de la Société immobilière de Mirabel.

Le ministre a eu une rencontre hier avec un groupe d'expropriés de Mirabel, ce dont on a fait état aux nouvelles et dans les journaux d'aujourd'hui. Le ministre peut-il expliquer à la Chambre la réunion qui a eu lieu hier et peut-il confirmer que la recommandation qu'il fera au Cabinet sera à l'effet de revendre certaines terres du territoire exproprié de Mirabel?

[Traduction]

**L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics):** Madame le Président, je remercie le député de m'avoir posé la question car les compte rendus que j'ai vus dans les journaux au sujet de la réunion à laquelle j'ai participé avec les représentants des citoyens de la région étaient inexacts.

Tout d'abord, comme je le signalais en réponse à une question qu'on m'a posée ces derniers jours, le gouvernement estime que la question des loyers est entièrement distincte des questions de planification à long terme à laquelle s'intéresse la Société immobilière de Mirabel. De fait, nous avons refusé le loyer offert hier et nous avons dit que la question devrait être tranchée par les tribunaux si les avocats n'y parvenaient pas.

Quant aux projets à long terme, les députés le savent, la Société immobilière de Mirabel m'a fait parvenir sa recommandation que j'ai transmise à mes collègues du cabinet. Il est juste de dire, étant donné que cette étude était avant tout destinée à examiner la possibilité de céder certaines terres, dans certaines conditions, que, ce sera en général avec cette réserve l'une de mes recommandations.

\* \* \*

## LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

LA DEMANDE DE SUBVENTION PRÉSENTÉE PAR UNE  
ENTREPRISE DE SUDBURY (ONT.)

**M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Est-il au courant de la demande de subvention adressée au MEER par un consortium qui voudrait établir une entreprise de fabrication de matériel de prospection minière à Sudbury? Sait-il en outre que cette entreprise, appelée Meco, sera en concurrence directe avec la Jarvis Clark, établie à North Bay, et que cette dernière, en raison de la situation catastrophique de l'économie, a annoncé son intention de mettre à pied 167 de ses quelque 400 employés.

**L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale):** Madame le Président, je ne crois pas qu'il soit d'usage de confirmer la présentation de demandes de subvention au MEER tant que ces demandes n'ont pas été approuvées, et ce, pour préserver le caractère confidentiel des transactions commerciales. Toutefois, je puis assurer au député que je tiendrai très certainement compte de ce qu'il vient de me dire à ce sujet.

LES CONSÉQUENCES DE L'APPROBATION DE LA DEMANDE DE  
SUBVENTION

**M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka):** Madame le Président, ma question s'adresse au même ministre. Je suppose que le ministre des Approvisionnements et Services a communiqué avec son collègue à ce sujet; je voudrais donc connaître le point de vue du ministre et savoir s'il est disposé à examiner la question. Je crois savoir que la subvention réclamée s'élève à 2.2 millions de dollars et j'espère qu'il veillera à ce qu'elle soit refusée sous peine d'acculer à la faillite une entreprise très florissante à North Bay.

**L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale):** Madame le Président, le ministre des Approvisionnements et Services s'est maintenu en rapport constant avec moi pour toutes les questions relatives au développement industriel de sa circonscription. Il fait de l'excellent travail à cet égard.

**M. Clark:** Vous pourriez peut-être communiquer avec Arthur Erickson.

**M. Gray:** Nous tiendrons très certainement compte des points de vue du député, du ministre des Approvisionnements et Services et d'autres sur les questions de ce genre. Le député ferait peut-être mieux d'exposer ses préoccupations au gouvernement de l'Ontario qui a déjà annoncé son intention de subventionner le projet même auquel le député s'oppose.